



2 Rue Louis de Romain
49100 - ANGERS

Raphaël MARY

*Expert-comptable
Commissaire aux comptes
Associé*

Thomas BEAUCLAIR

*Directeur de mission
Associé*

HABITAT ET HUMANISME MAYENNE SARTHE

Association déclarée
Siège social : 18 PLACE D'ALGER
72000 LE MANS
SIREN 514 874 130

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

IZOCELE

2, Rue Louis de Romain – 49100 ANGERS
Tél. 02 41 60 56 60 – contact@izocele.com

**HABITAT ET HUMANISME
MAYENNE SARTHE
Association déclarée
Siège social : 18 PLACE D'ALGER
72000 LE MANS
SIREN 514 874 130**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'association Habitat et Humanisme Mayenne Sarthe,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de HABITAT ET HUMANISME Mayenne Sarthe, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

OPINION

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-dessus. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les subventions versées par les financeurs sont attribuées en fonction de critères particuliers qui s'inscrivent dans le temps. Nous avons analysé les méthodes de rattachement retenues par l'association afin de nous assurer de la correcte comptabilisation des produits au titre de l'exercice clos.

Ces travaux n'ont pas révélé d'éléments significatifs de nature à remettre en cause les méthodes appliquées.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE LA STRUCTURE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les membres du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- *il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- *il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité dudit contrôle interne ;*
- *il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- *il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- *il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Fait à Angers, le 02/06/2025

**Le Commissaire aux Comptes,
SARL IZOCELE
Raphaël MARY**

DocuSigned by:

9E6994689516446...

Bilan - Actif

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Actif	Valeurs au 31/12/2024			Valeurs au 31/12/2023
	Brut	Amort. et dépréc.	Net	
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences et logiciels				
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles	35 000	8 873	26 127	31 654
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations incorporelles avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	30 097	30 097	0	0
Installations techniques				
Autres immobilisations corporelles	492 709	164 878	327 831	353 259
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations corporelles avances				
Immobilisations financières				
Participations	14 115		14 115	31 815
Créances rattachées à des participations				
TIAP				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	13 171		13 171	9 158
TOTAL (I)	585 092	203 847	381 245	425 885
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				15 715
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	31 387	3 769	27 618	40 085
Autres créances	109 835		109 835	109 914
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions Propres				
Autres titres	21 365		21 365	20 633
Instruments financiers à terme				
Disponibilités	164 722		164 722	175 582
Charges constatées d'avance	19 687		19 687	14 168
TOTAL (II)	346 996	3 769	343 228	376 098
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	932 088	207 616	724 472	801 983

Bilan - Passif

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Passif	Valeurs nettes au 31/12/2024	Valeurs nettes au 31/12/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital <i>(dont versé: 0)</i>		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	5 000	5 000
Réserve statutaire		
Réserves réglementées		
Autres réserves	10 000	10 000
Report à nouveau	187 573	240 610
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-128 091	-53 038
SITUATION NETTE	74 482	202 573
Subvention d'investissement	170 288	196 737
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	244 771	399 310
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) BIS		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	34 872	34 872
TOTAL (II)	34 872	34 872
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	92 397	4 000
Emprunts et dettes financières diverses	53 183	113 052
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	39 221	55 648
Dettes fiscales et sociales	113 608	73 456
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	144 982	121 645
Produits constatés d'avance	1 439	
TOTAL (III)	444 830	367 801
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF (I + II + III + IV)	724 472	801 983

Compte de Résultat

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Variations	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation :				
Ventes de Marchandises				
Production vendue	278 842	259 041	19 801	8
Montant net du chiffre d'affaires	278 842	259 041	19 801	8
Production stockée				
Production immobilisée		1 782	-1 782	-100
Subventions	299 197	261 685	37 512	14
Reprise / amort., dép., prov. et transfert de charges	85 395	99 374	-13 979	-14
Autres produits	109 862	111 733	-1 871	-2
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	773 296	733 614	39 682	5
Charges d'exploitation :				
Achats de Marchandises				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro.				
Variation de stock de matières premières				
Autres achats et charges externes (1)	575 284	457 860	117 424	26
Impôts, taxes et versements assimilés	4 055	4 195	-140	-3
Salaires	227 770	196 216	31 554	16
Cotisations sociales	68 268	60 649	7 619	13
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	76 174	132 673	-56 499	-43
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	3 769		3 769	
Dotations aux provisions				
Autres charges	981	9 565	-8 584	-90
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	956 300	861 158	95 142	11
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-183 004	-127 544	-55 460	43
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	19 355	17 321	2 034	12
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
(1) Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				

HABITAT ET HUMANISME

Compte de Résultat

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Variations	
			en valeur	en %
Produits financiers :				
De participation				
D'autres valeurs mob. et créances de l'actif immob.	3 074	2 609	464	18
Autres intérêts et produits assimilés	19 051	8 486	10 565	125
Reprises sur dép., prov. et transfert				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de V.M.P.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	22 124	11 095	11 029	99
Charges financières :				
Dot. aux amort., dep. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées	8 055	1 103	6 952	630
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de V.M.P.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	8 055	1 103	6 952	630
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	14 069	9 992	4 077	41
3. RESULTAT COURANT (I - II + III - IV + V - VI)	-149 580	-100 231	-49 350	49
Produits exceptionnels (VII)	62 420	93 694	-31 274	-33
Charges exceptionnelles (VIII)	40 752	46 401	-5 649	-12
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	21 668	47 293	-25 624	-54
Participation des salariés aux résultats (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	179	100	79	79
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	877 196	855 725	21 471	3
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 005 286	908 762	96 524	11
BENEFICE OU PERTE	-128 091	-53 038	-75 053	142

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 724 472 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un résultat de -128 091 Euros.

L'exercice clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun événement ni élément significatif ne sont survenus au cours de l'exercice.

Règles, principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions de 20 à 50 ans,
- Agencements et aménagements de 10 à 15 ans,
- Installations techniques de 5 à 10 ans,
- Matériels et outillages de 2.5 à 10 ans,
- Matériel de transport de 2 à 5 ans,
- Matériel de bureau de 2 à 5 ans,
- Mobilier 5 à 10 ans.

Fonds commercial

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur recouvrable du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable. Les dépréciations constatées ne peuvent pas faire l'objet de reprise ultérieure.

Frais de Recherche et Développement

Sans objet.

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque

la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks est effectuée le cas échéant pour tenir compte de la valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

La valeur nette des stocks à la clôture de l'exercice est la suivante :

- Matières Premières : 0 €
- Autres Approvisionnements : 0 €
- Produits Finis : 0 €
- Marchandises : 0 €
- En-cours de Biens : 0 €
- En-cours de Services : 0 €

Créances & Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Informations Complémentaires**Écarts de conversion Actif**

- Exploitation : 0 €
- Financier : 0 €
- Exceptionnel : 0 €

Écarts de conversion Passif

- Exploitation : 0 €
- Financier : 0 €
- Exceptionnel : 0 €

Capitaux propres**Composition du Capital Social**

Capital Social	Nombre	Valeur Nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice		
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin d'exercice		

Variation Capitaux Propres

Libellé	Solde à l'ouverture	Affectation du Résultat	Autres variations	Solde à la Clôture
Capital Social	0	0	0	0
Réserve légale	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	10 000	10 000
Report à nouveau	0	-53 038	240 610	187 573
Résultat de l'exercice	0	0	0	0

Engagements Financiers donnés et reçus

Néant

Engagements de dettes assorties de sûretés réelles

Néant

Engagement de Crédit-Bail

Néant

Engagement Retraite

Néant

Autres informations

Rémunérations des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de 10 salariés.



2 Rue Louis de Romain
49100 - ANGERS

Raphaël MARY

*Expert-comptable
Commissaire aux comptes
Associé*

Thomas BEAUCLAIR

*Directeur de mission
Associé*

**HABITAT ET HUMANISME
MAYENNE SARTHE**

Association déclarée
Siège social : 18 PLACE D'ALGER
72000 LE MANS
SIREN 514 874 130

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

IZOCELE

2, rue Louis de Romain – 49100 ANGERS
Tél. 02 41 60 56 60 – contact@izocelle.com

**HABITAT ET HUMANISME
MAYENNE SARTHE
Association déclarée
Siège social : 18 PLACE D'ALGER
72000 LE MANS
SIREN 514 874 130**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Habitat et Humanisme Mayenne Sarthe,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous relatons ci-après les quatre conventions suivantes :

Personne physique concernée :

Monsieur François-Daniel VEAUDOR, Président de l'association Habitat et Humanisme 72 et également membre de la Fédération Habitat et Humanisme.

1/ Nature et objet : Convention de prestations informatiques

Nature de la convention : Prestation de services informatiques réalisée par Habitat et Humanisme Services au profit de l'association Habitat et Humanisme 72.

Modalités : L'association Habitat et Humanisme 72 a comptabilisé à ce titre : Une charge de 16 333,70 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

2/ Nature et objet : Subvention à Habitat et Humanisme Services

Nature de la convention : Subvention versée par Habitat et Humanisme 72 à Habitat et Humanisme Services en contrepartie ou soutien aux prestations fournies.

Modalités : Habitat et Humanisme Services a reçu : Une subvention de 16 333,70 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

3/ Nature et objet : Cotisations à la Fédération Habitat et Humanisme

Nature de la convention : Versement de cotisations fédérales annuelles par Habitat et Humanisme 72 à la Fédération Habitat et Humanisme.

Modalités : L'association Habitat et Humanisme 72 a comptabilisé une charge de 16 088,00 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

4/ Nature et objet : Contribution reçue de la Fédération Habitat et Humanisme

Nature de la convention : Contribution financière versée par la Fédération Habitat et Humanisme à Habitat et Humanisme 72.

Modalités : Habitat et Humanisme 72 a comptabilisé un produit de 3 021,00 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Fait à Angers, le 02/06/2025

Le Commissaire aux comptes,

SARL IZOCELE

Raphaël MARY

DocuSigned by:
raphael MARY
9E6994689516446...